

“LION VENTURES SA HOLDING”

Société anonyme

Siège social: 2, rue Nicolas Rollinger
L-2433 Luxembourg
(Grand-Duché de Luxembourg)
R.C.S. Luxembourg B 79754

NUMERO 4826/2016

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE - MODIFICATION
ET REFONTE DES STATUTS DU 30 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le trentième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire (l'“**Assemblée**”) des actionnaires de “**LION VENTURES SA HOLDING**”, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2433 Luxembourg, 2, rue Nicolas Rollinger, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 79754, (la “**Société**”), constituée originellement sous la dénomination sociale de “**LION VENTURES S.A.H.**”, suivant acte reçu par Maître Frank **MOLITOR**, alors notaire de résidence à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 14 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 579 du 27 juillet 2001,

et dont les statuts (les “**Statuts**”) ont été modifiés suivant actes reçus par:

- ledit notaire Frank **MOLITOR**, en date du 2 septembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1642 du 15 novembre 2002, contenant notamment l'adoption par la Société de sa dénomination sociale actuelle;

- Maître Emile **SCHLESSER**, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 29 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 524 du 4 avril 2007.

L'Assemblée est présidée par Madame Virginie **PIERRU**, clerc de notaire,

demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian **DOSTERT**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

ORDRE DU JOUR

1. Suppression des types d'actions et constatation que les six cents (600) actions représentant l'intégralité du capital social, fixé à six cent mille euros (600.000,- EUR), sont actuellement libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%);

2. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de trois cent mille euros (300.000,- EUR) pour le ramener de son montant actuel de six cent mille euros (600.000,- EUR) à trois cent mille euros (300.000,- EUR), par l'annulation de trois cents (300) actions, moyennant dispense à l'Actionnaire Unique de la libération d'une partie du solde non-libéré, de sorte à ce que les trois cents (300) actions restantes soient désormais libérées à concurrence de cinquante pour cent (50%);

3. Changement de la dénomination sociale en “Lion Ventures Holding S.A.”, en abrégé “LVH”;

4. Modification de l'objet social afin de lui donner la teneur suivante:

“La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations, elle peut détenir toutes valeurs mobilières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, placer ses liquidités et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet social, dans le sens le plus large.

La Société pourra acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences, sous-licences, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques, brevets et licences et obtenir et faire tous enregistrements

requis à cet effet.

La Société pourra également prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférant aux brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, aux sous-licences et droits similaires contre les violations des tiers.

La Société a en outre pour objet toutes prestations de service, l'administration, la création, l'assistance, la représentation, le conseil de toutes entreprises ou organisations, l'étude, la réalisation, la surveillance d'affaires et de projets économiques de toute nature pour son propre compte et pour compte de tiers. La société pourra accomplir son objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale la société peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'accomplissement, l'extension et le développement, conformément aux dispositions de la loi du 2 septembre 2011 et aux dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans

lesquelles elle détient des intérêts.”

5. Transfert du siège social à L-1660 Luxembourg, 72, Grand-Rue;

6. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle au 3^{ème} lundi du mois d'avril à 16.00 heures;

7. Modification du le régime de signature statutaire des administrateurs;

8. Refonte complète des statuts, sans en modifier certaines de leurs caractéristiques essentielles et afin de les mettre en conformité avec les dispositions en vigueur de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

9. Modification du registre des actionnaires de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder, pour le compte de la Société, à la suppression des types d'actions ainsi qu'à l'annulation des actions; et

10. Divers.

B) Que l'actionnaire unique (l'“**Actionnaire Unique**”), dûment représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il possède, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire qui le représente, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'Actionnaire Unique représenté, signée “*ne varietur*” par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et que l'Actionnaire Unique, dûment représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité, avec effet au 31 décembre 2016 à 23 heures 59 minutes et 59 secondes, les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée décide de supprimer les types d'actions (A et B) et constate que les six cents (600) actions représentant l'intégralité du capital social, fixé à six cent

mille euros (600.000,- EUR), sont actuellement libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%).

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de réduire le capital social à concurrence d'un montant de **trois cent mille euros (300.000,- EUR)** pour le ramener de son montant actuel de **six cent mille euros (600.000,- EUR)** à **trois cent mille euros (300.000,- EUR)**, par l'annulation de **trois cent (300)** actions d'une valeur nominale de **mille euros (1.000,- EUR)** chacune, moyennant dispense à l'Actionnaire Unique de libérer une partie du solde non-libéré, de sorte à ce que les trois cents (300) actions restantes soient désormais libérées à concurrence de cinquante pour cent (50%).

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide:

- de changer la dénomination sociale en “**Lion Ventures Holding S.A.**”, en abrégé “**LVH**”;
- de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 4);
- de transférer le siège social à L-1660 Luxembourg, 72, Grand-Rue;
- de changer la date de l'assemblée générale annuelle, de sorte à ce que cette dernière se tienne dorénavant le 3^{ème} lundi du mois d'avril à 16.00 heures; et
- de modifier le régime de signature statutaire des administrateurs et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme reproduite dans ci-après dans l'article 13 des Statuts ci-après refondus,

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de procéder à une refonte complète des Statuts afin de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, introduisant, entre autres, la société anonyme unipersonnelle avec un administrateur unique, sans en modifier certaines des caractéristiques essentielles, comme l'année sociale ou encore la date de l'assemblée générale annuelle.

Lesdits STATUTS auront désormais la teneur suivante:

I. NOM – DUREE – OBJET - SIEGE SOCIAL

Article 1. Il existe une société anonyme sous la dénomination de “**Lion**

Ventures Holding S.A.”, en abrégé “**LVH**”, (la “**Société**”), régie par les présents statuts (les “**Statuts**”) ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “**Loi**”).

Article 2. La durée de la Société est illimitée.

Article 3. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations, elle peut détenir toutes valeurs mobilières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, placer ses liquidités et effectuer toutes opérations qu’elle jugera utiles à l’accomplissement ou au développement de son objet social, dans le sens le plus large.

La Société pourra acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d’option d’achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences, sous-licences, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques, brevets et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet.

La Société pourra également prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférant aux brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, aux sous-licences et droits similaires contre les violations des tiers.

La Société a en outre pour objet toutes prestations de service, l’administration, la création, l’assistance, la représentation, le conseil de toutes entreprises ou organisations, l’étude, la réalisation, la surveillance d’affaires et de projets économiques de toute nature pour son propre compte et pour compte de tiers. La société pourra accomplir son objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu’à l’étranger.

D’une façon générale la Société peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l’étranger pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en favoriser l’accomplissement, l’extension et le développement, conformément aux dispositions de la loi du 2 septembre 2011 et aux dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d’établissement et réglementant l’accès aux professions d’artisan, de commerçant, d’industriel ainsi qu’à certaines professions

libérales.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Article 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

En conformité avec l'alinéa 2 de l'article 67-1 (1) de la Loi, le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est autorisé à transférer le siège social en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg et à effectuer les modifications subséquentes des Statuts.

Dans le cas où, selon l'administrateur unique ou, selon le cas, le conseil d'administration, des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social se produiraient ou seraient imminents, événements qui perturberaient les activités normales de la Société à son siège statutaire ou rendraient difficiles les communications avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger, il pourrait transférer temporairement le siège statutaire à l'étranger, jusqu'à la fin de ces circonstances anormales. De telles mesures provisoires n'affecteraient pas la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège statutaire, resterait une

société régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à **trois cent mille euros (300.000,- EUR)**, représenté par **trois cents (300)** actions avec une valeur nominale de **mille euros (1.000,- EUR)** chacune et qui ouvrent les mêmes droits à tout égard.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Article 6. Les actions de la Société sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

En cas de cession d'actions, les actionnaires existants bénéficient d'un droit de préférence en ce sens qu'avant d'être offertes en acquisition à des tiers, elles doivent préalablement l'être aux actionnaires existants par le biais d'une lettre recommandée à la Poste avec accusé de réception. Faute d'acceptation de cette offre d'acquisition par lettre recommandée avec accusé de réception avant l'expiration d'un délai de trente (30) jours ouvrables suivi du paiement endéans les trente (30) jours francs ou en cas de silence pendant le délai de trente (30) jours ouvrables, la cession à des tiers au prix demandé aux actionnaires existants est permise.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y

attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES

DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

Article 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Article 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit chaque année le 3^{ème} lundi du mois d'avril à 16.00 heures au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire

dûment complété et signé (le “**Formulaire**”) envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du Formulaire;
- h) la signature du Formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: “A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul.”

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le Formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le Formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le Formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le Formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Article 10. Le conseil d'administration peut choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence *pro tempore* de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront

mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Article 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul

membre, ce dernier signera.

Article 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut notamment décider de sa propre autorité de toutes affaires et opérations qui, conformément à l'article 3 des Statuts, sont directement ou indirectement nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Société, faire passer et autoriser tous contrats, traités, marchés et entreprises, prendre tous engagements, acheter, vendre, échanger, prendre et donner en location et à bail, constituer en hypothèque ou en gage tous biens meubles ou immeubles, payer et recevoir tous prix, soultes, sommes, valeurs, capitaux et revenus, créer, accepter endosser tous effets de commerce, faire ouvrir tous comptes en banque, ordonner tous transferts et virements, poursuivre le recouvrement de toute somme due à la Société, recevoir et donner toutes quittances, consentir tous prêts, accepter tous cautionnements, et toutes cessions, subrogations, novations et garanties hypothécaires ou autres, conclure tous emprunts à court ou à long terme, à délai ou par annuités, renoncer à tous droits d'hypothèque ou de privilège, ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner mainlevée et consentir radiation de toutes inscriptions privilégiées et hypothécaires, mentions marginales, commandements, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages ou autres empêchements quelconques, le tout sans qu'il soit nécessaire de justifier d'aucun paiement, dispenser le conservateur des hypothèques de prendre toutes inscriptions d'office, consentir toutes mentions ou subrogations, même sans garantie, accorder toute priorité d'hypothèque, exercer les droits de la Société dans toutes autres sociétés dont elle est actionnaire, nommer et révoquer tous agents, directeurs, fondés de pouvoir, mandataires et employés, fixer leurs attributions et traitements, exécuter toutes décisions de l'assemblée générale, exercer tous droits quelconques de la Société, en cas de contestations et de difficultés représenter la Société devant toutes les juridictions, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences arbitrales, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause sur les intérêts sociaux.

L'énumération qui précède n'est pas limitative mais simplement énonciative.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs

dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Article 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. SURVEILLANCE DE LA SOCIETE

Article 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. EXERCICE SOCIAL - BILAN

Article 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se termine le trente et décembre de la même année.

Article 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de

provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. LIQUIDATION

Article 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. MODIFICATION DES STATUTS

Article 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. DISPOSITIONS FINALES - LOI APPLICABLE

Article 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

POUVOIRS

L'Assemblée donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude de la notaire soussignée, agissant individuellement, afin de procéder à toutes opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant, de dresser et de signer tout document dans le but de la correction, rectification ou ratification de toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Redange-sur-Attert, en l'Etude de

la notaire soussignée, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé : V. PIERRU, C. DOSTERT, D. KOLBACH

Enregistré à Diekirch A.C., le 02 janvier 2017

Relation : DAC/2017/81

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (signé) Carlo RODENBOUR

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 11 janvier 2017